

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction Direction des Services de Proximité

N° CN-2023-1237

- réceptionné en préfecture le :
- publié le :
- notifié le :

ARRÊTÉ D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
PLACES DE STATIONNEMENT DU PARKING ATTENANT À LA SALLE RENÉ HONNORÉ
KERMESSE LE DIMANCHE 4 JUIN 2023
ASSOCIATION UNION ISLAMIQUE EN FRANCE

Le Maire de la ville d'Annecy ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2211-1,

VU l'article R610-5 du code pénal relatif à la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police,

VU l'arrêté préfectoral n° 324 DDASS/2007 du 26 juillet 2007 relatif aux mesures de lutte contre les bruits de voisinage,

CONSIDÉRANT la demande d'occuper le domaine public présentée le 22 mai 2023 par Monsieur Osman CANLI, Président de l'association " Union Islamique en France ", sise 2 rue des Ateliers à Seynod 74600 ANNECY,

CONSIDÉRANT l'avis de la commune déléguée en date du 23 mai 2023,

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre diverses mesures réglementaires pour permettre le bon déroulement de la manifestation,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'association "Union Islamique en France" organise une kermesse le dimanche 4 juin 2023 à la salle René Honoré sise 5 rue Georges Brassens 74960 Annecy.

A cette occasion, l'association sollicite la Ville afin de pouvoir réserver 10 places de stationnement sur le parking attenant à la salle René Honoré afin de pouvoir installer un château gonflable de 7m x 6.20m, ainsi que des stands (3m x 3m) et une zone barbecue et

machine à kebab.

L'autorisation est accordée à Monsieur Osman CANLI, Président de l'association "Union Islamique en France " à titre personnel, elle ne peut en aucun cas être cédée.

ARTICLE 2

Pour les besoins de la manifestation, le service Logistique Evénements de la ville livrera 10 barrières de sécurité à compter du 26 mai 2023.

ARTICLE 3

A compter de 9h00 le dimanche 4 juin 2023 et ce jusqu'à 18h00, le stationnement des véhicules sera interdit sur les dix emplacements situés au fond du parking attenant à la salle René Honnoré.

La signalisation prescrivant ces mesures d'interdiction de stationner aux autres usagers sera mise en place par l'organisateur.

ARTICLE 4

L'occupation du Domaine Public est mise à disposition gratuitement.

ARTICLE 5

Pour assurer une meilleure sécurité de la manifestation, l'organisateur est chargé de mettre en place un dispositif dit "anti-intrusion".

Pour ce faire, il est autorisé à stationner des véhicules en travers de chaussée à chaque intersection de rue ou des limites de l'événement en complément des barrières Vauban mises à sa disposition.

Un signe distinctif sur le tableau de bord sera mis en place par l'organisateur.

Il transmet à la station directrice de la police municipale d'Annecy sd@annecy.fr les immatriculations des véhicules concernés et un n° de téléphone où il peut être joint sans délai.

L'accès aux véhicules de secours devra être assuré impérativement.

ARTICLE 6

Les participants à ce rassemblement sont tenus de respecter les dispositions réglementaires relatives à la tranquillité et à la salubrité publiques.

ARTICLE 7

Les véhicules en infractions au présent arrêté municipal seront considérés comme gênants au titre des dispositions de l'article R.417-10 du code de la route et susceptibles d'être mis en fourrière conformément à l'article L.325-1 du code de la route.

ARTICLE 8

Les services de Police sont autorisés, en cas de nécessité constatée sur place, à modifier les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 9

Cette manifestation se déroule sous l'entière responsabilité de l'association « Union Islamique en France » représentée, par son trésorier Monsieur Osman CANLI.

En aucun cas la responsabilité de la commune nouvelle ou de la commune déléguée ne pourra être recherchée ni engagée.

ARTICLE 10

L'organisateur s'engage à rendre le lieu propre dans le périmètre de la manifestation et dans son environnement immédiat.

ARTICLE 11

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de la Ville d'ANNECY dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble

par voie postale (2 place Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble cedex) ou par voie électronique (Télérecours citoyens, www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa publication, ou
- à compter de la réponse de la Ville d'ANNECY, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

ARTICLE 12

Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur de Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'Annecy, ainsi que les agents placés sous leur tutelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié et/ou publié selon la procédure légale.
